

Violence en marge de la manif' pour la réunification : la tribune de onze associations bretonnes

Samedi 12 octobre, à Nantes, un élu de la ville de Nantes a été frappé par des membres d'un groupuscule d'extrême droite qui entendaient défiler avec les militants de la réunification. L'affaire avait fait du bruit. Et continue de faire réagir, avec cette tribune signée par onze associations et adressée à Ouest-France.

• Ouest-France
Modifié le 05/11/2024 à 10h29
Publié le 05/11/2024 à 17h38



Onze associations bretonnes signent une tribune contre la présence du Parti national breton dans une manifestation pour la réunification de la Bretagne. | OUEST FRANCE

Onze associations (1) ont fait parvenir une tribune à Ouest-France. Elles souhaitent, par cette voie, réagir aux incidents qui ont entouré la manifestation pour la réunification de la Bretagne, le 12 octobre, à Nantes. La manifestation n'avait pas attiré la foule mais dans ses rangs s'étaient glissés des militants extrémistes du parti national breton. Une échauffourée avait éclaté et un adjoint au maire de la ville de Nantes, Florian Le Teuff, avait été frappé.

Voici le texte de la tribune :

« Samedi 12 octobre dernier à Nantes, une manifestation pour la réunification bretonne pilotée par l'association Bretagne réunie a vu défiler le « Parti national breton ». Ce groupe activiste est directement inspiré d'un parti collaborationniste de la seconde guerre mondiale et promeut aujourd'hui le suprémacisme blanc. Si cette problématique de remise en cause des principes démocratiques de base et des libertés individuelles dépasse largement le cadre du milieu associatif et militant breton, elle impacte aussi nos associations, de plus en plus souvent confrontées à l'entrisme de tels groupuscules, dont le ripolinage en Gwenn ha Du provoque une dégradation de l'image de la Bretagne, en particulier en Loire-Atlantique.

Nous, associations apolitiques ou non partisans, inscrivons nos actions associatives dans le cadre démocratique du respect de l'État de droit, des droits fondamentaux et des libertés individuelles. Cette posture s'inscrit dans l'héritage de militants issus de la résistance au fascisme et au nazisme et attachés à la valorisation d'une culture et d'une identité bretonne fortes et vivantes.

Défendre une position non partisane ou même apolitique ne peut en aucun cas être confondu avec le fait d'abandonner les valeurs démocratiques. Chacun à notre niveau, il nous revient de contribuer à une société plus résiliente qui permette à chaque individu d'exprimer son potentiel. Les mouvements d'extrême droite l'ont bien montré, ils ont peur d'une culture bretonne forte et résiliente, vectrice de solidarité entre les Bretons de toutes origines.

Tolérer ou passer sous silence la présence de tels groupuscules dans les rassemblements en lien avec l'identité bretonne au motif qu'ils seraient « pacifiques » ou « calmes » (propos utilisés publiquement par les organisateurs de la manifestation du 12 octobre) remet en cause l'intégralité du travail de nos associations en Loire-Atlantique. Même repeints en Gwenn ha Du, les groupuscules néo-nazis n'ont rien à faire en Bretagne. Il est effarant de devoir rappeler une telle évidence. »

(1) Les dix associations signataires : A la bretonne, Collectif pour l'Enseignement en Breton dans les Ecoles Publiques de Loire-Atlantique, Comité d'Organisation des Jeux de Bretagne, Div Yezh Sant Ervlan, Evit Diwan Naoned, Kentelioù an Noz, Nantes Football Gaélique, Radio Naoned, Skol Gouren Bro Naoned, Timilenn, Div Yezh Naoned